

Règlement Intérieur de l'Association

« *Rêves d'Autres Mondes* »

Membres et Cotisations

Article 1 : Montant des cotisations

Le montant des cotisations de membre adhérent est fixé à 15 Euros minimum par an. Par conséquent, elle s'élève à 75 Euros minimum pour les membres bienfaiteurs. On rappelle que le montant de la cotisation de membre actif est fixé à 0 Euros.

Article 2 : Validation des statuts de membres

Toute personne souhaitant s'inscrire à l'Association remplit le formulaire de demande (dont le lien est disponible sur le forum de l'Association). Il doit être joint à la demande de candidature une enveloppe à l'adresse du candidat. Si l'adresse se trouve en France, le candidat timbrera son enveloppe. Si l'adresse du candidat ne se trouve pas en France, le candidat devra ajouter au montant de sa cotisation les frais d'expédition nécessaires à un envoi (acceptation ou refus) jusqu'à son adresse.

Le paiement des frais d'expédition par le membre n'est pas obligatoire pour les membres s'étant acquitté d'une cotisation de membres bienfaiteur.

En cas d'absence, ou insuffisance, de paiement des frais d'expédition, la candidature sera rejetée.

Le Bureau valide la candidature suivant les critères de statuts de membres présents dans les statuts de l'Association. Si le Bureau estime qu'un rejet est envisageable, il soumet la candidature au Conseil d'Administration.

Comme indiqué dans les statuts, le Conseil d'Administration est le seul organe habilité à rejeter une candidature.

La validation est communiquée au membre par courrier, signé par le président. Le nouveau membre reçoit en sus sa carte de membre.

Article 3 : Rejets de candidature

En cas d'informations erronées (concernant notamment le statut du membre et sa justification), la candidature du membre sera rejetée par le Conseil d'Administration.

De plus, si le candidat a été membre de l'Association et a fait l'objet d'une procédure disciplinaire d'exclusion, la candidature du membre peut-être rejetée par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration étudiera toutefois les éléments que le candidat mettra à sa disposition.

Article 4 : Renouvellement de la cotisation

La réinscription suit la même procédure que l'inscription à l'Association. La demande de réinscription doit parvenir à l'Association dans le mois précédent la date anniversaire d'inscription. Dans ce cas, l'inscription est reconduite pour une année.

Une reconduction d'inscription ne nécessite pas de validation.

Article 5 : Liste des membres

La liste de membres doit être tenue à jour dans un registre, présent au siège social de l'Association. L'anonymat doit être conservé lors des diffusions et publications des listes de membres de l'Association, sauf avis contraire des personnes concernées.

Article 6 : Démission d'un membre

Un membre peut démissionner d'un poste de l'Association où il exerce une responsabilité, ou décider de renoncer à son statut de membre.

Dans le premier cas, la démission prend effet à la réception du courrier (par lettre recommandée) de démission. Le Bureau peut entreprendre toutes les actions qu'il juge utile au remplacement de la personne, le temps que l'autorité compétente (section, CA, etc.) procède au remplacement officiel.

Dans le second cas, les éventuelles responsabilités seront traitées comme au paragraphe précédent. En outre, l'ancien membre perd à la réception du courrier de démission tous les droits, services et responsabilités dont il bénéficiait au sein de l'Association.

Procédures et sanctions

Article 7 : Procédure disciplinaire de suspension pour faute grave

Le membre objet d'une procédure de suspension pour faute grave voit son statut de membre suspendu. Cela implique donc que tous les services fournis par l'Association à ses membres ne lui sont plus disponibles. De même, il ne peut plus exercer une quelconque responsabilité au sein de l'Association pendant la durée de la suspension. Enfin, durant la période, il ne peut plus participer à des Conseils d'Administrations et des Assemblées Générales.

Si le membre exerçait une responsabilité, le Bureau peut entreprendre toutes les actions qu'il juge utile dans le but de remplir les fonctions de la personne suspendue, en attendant la fin de la période de suspension.

Article 8 : Procédure disciplinaire d'expulsion pour faute grave

Le membre objet d'une procédure d'expulsion pour faute grave est expulsé de l'Association. Il perd immédiatement tous les droits, services et responsabilités dont il bénéficiait au sein de l'Association.

Le membre sera ensuite remplacé, suivant ses responsabilités, en suivant les mêmes règles que lors de la démission d'un membre (Article 6).

Article 9 : Motifs de fautes graves

Le non-respect des règles contenues dans les statuts de l'Association et dans le présent règlement intérieur constitue une faute grave. Dans de tels cas, suivant la gravité estimée par le Bureau, elle peut donner lieu à un avertissement, une procédure de suspension pour faute grave ou une procédure d'expulsion pour faute grave.

Tout membre de l'Association manquant à ses devoirs, obligations et responsabilités, commet une faute grave. Dans un tel cas, les membres du Bureau statueront comme ci-dessus sur la sanction à appliquer. Si le membre en question fait partie d'une instance dirigeante de l'Association, il ne participera pas à la décision le concernant.

Article 10 : Contestation par un membre

Si un membre estime qu'un ou plusieurs membres ont pu commettre une faute quelconque (gestion financière non conforme aux buts de l'Association, manquement quelconque à des responsabilités etc.), il dispose du moyen de contestation suivant : il envoie un courrier recommandé à l'Association en précisant sa contestation et les arguments qui l'appuient. Lors de la prochaine réunion du Bureau ou du conseil d'administration, la contestation sera étudiée.

Tout membre du conseil d'administration peut effectuer une contestation sans avoir besoin d'envoyer un tel courrier en faisant part de sa contestation en début de réunion du Bureau (s'il en fait partie) ou du conseil d'administration.

Article 11 : Droit de regard

Tout membre du Conseil d'Administration bénéficie d'un droit de regard sur les activités de l'association. Il est du ressort du secrétaire de mettre à disposition toute information relative aux éléments légaux participant à la gestion de l'association (compte de trésorerie, compte-rendu de réunion, compte-rendu d'assemblée générale ou de réunion du conseil d'administration, compte-rendu des réunions du bureau, etc.).

Tout membre de l'association peut demander à tout membre du Conseil d'Administration d'utiliser son droit de regard à fin de contrôle ou en vue de rassembler des preuves appuyant une contestation. Toute obstruction à ce droit ou falsification d'information constitue une faute grave.

Composition des organes de l'Association

Article 12 : Le Bureau

Le Bureau est constitué, conformément aux Statuts, de quatre membres : le président, le vice-président, le trésorier et le secrétaire.

Chacun de ces membres est considéré comme membre actif à partir de leur prise de pouvoir jusqu'au renouvellement de son adhésion. Dans le cas d'un remplacement, le membre n'est considéré comme actif que pour la période de remplacement.

Article 13 : Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est constitué de six membres.

Chacun de ces membres est considéré comme membre actif à partir de leur prise de pouvoir jusqu'au renouvellement de son adhésion. Dans le cas d'un remplacement, le membre n'est considéré comme actif que pour la période de remplacement.

Modalités générales de vote et moyens de convocations

Article 14 : Règles générales

Le vote par procuration est autorisé dans toutes les instances de décision de l'Association. Le formulaire de procuration devra être signé par chacune des parties (le représentant et le représenté), et être à disposition de l'Association avant le début de la réunion de l'instance de décision.

Le vote par correspondance n'est pas autorisé lors d'élections. Les candidats n'ont en effet aucun devoir de se faire connaître à l'avance.

Le vote par correspondance est autorisé concernant les décisions à prendre par les différents organes de décisions.

Le président dispose, en cas d'égalité, d'une voix supplémentaire.

En début de réunion, les membres votent à main levée (en prenant en considération les éventuelles procurations) le moyen de scrutin. Il peut être à main levée ou à scrutin secret.

Le vote à scrutin secret sera réalisé à l'aide de bulletins préparés par le secrétaire à cet effet.

Le secrétaire fournira à chaque membre les bulletins. Chaque membre choisira à sa place, le bulletin qu'il mettra dans un sac, présenté par le secrétaire. Tout membre représentant un ou plusieurs autres membres par procuration disposera d'un nombre de bulletins suffisant pour voter pour chacun de ces membres.

Toute décision ramenée à un choix défini entre l'acceptation et le refus se vote à la majorité absolue.

Toute décision ramenée à plus de deux choix d'action se vote à la majorité relative. En cas d'égalité stricte, les deux premiers choix sont départagés lors d'un second tour.

Article 15 : Moyens de convocation

Pour toute réunion de l'Association, le moyen de convocation est l'annonce sur le forum de l'Association (<http://forum.revesdemondes.com/>). Cette annonce sera accompagnée de l'ordre du jour.

Cette annonce peut aussi être accompagnée, si le Bureau le juge utile, d'une annonce sur le site de l'Association, de mails aux membres, d'affiches dans d'éventuels locaux qui seraient à disposition de l'Association voire de courriers.

Organisation de l'Association

Article 16 : Le Bureau

Le Bureau est investi des pouvoirs les plus étendus entre les réunions du Conseil d'Administration. Il est chargé de la gestion de l'Association. Il peut prendre toute décision utile à l'Association entre les réunions du Conseil d'Administration.

Sauf disposition contraire du Conseil d'Administration, le Bureau est investi d'une délégation générale de ce dernier pour prendre toute décision relevant du domaine de compétence du Conseil d'Administration.

Le Président est habilité à représenter l'Association en justice et dans tous les actes de la vie civile, il ordonnance les dépenses. Il peut donner délégation à des membres du Conseil d'Administration. Il est habilité à agir en Justice au nom de l'Association, conformément à son objet.

En cas de représentation en Justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'un pouvoir spécial du Président.

Le Trésorier gère les comptes de l'Association.

Article 17 : Sections

Chaque section dispose d'un responsable de section élu par les membres du Conseil d'Administration.

Il organise la section, nomme d'éventuels responsables au sein de la section et administre les actions des bénévoles autour des objectifs de la section.

Article 18 : Biens de l'Association

Les biens de l'Association appartiennent à l'Association et ne doivent donc pas être utilisés à titre privé. Leur utilisation sera donc toujours conforme à l'objet de l'Association.

Tout membre dégradant des biens appartenant à l'Association pourra être poursuivi en justice par l'Association. Cela constitue en outre une faute grave, qui devra ainsi être étudié comme les autres fautes graves.

Article 19 : Conflits entre membres

Lorsque plusieurs membres entrent en conflit concernant des actions à réaliser pour l'Association, ces membres doivent prévenir le Bureau de ce conflit. Le Bureau est l'instance compétente pour départager les différentes parties. Cela inclut le pouvoir de déférer en Justice ce qui n'est pas de son ressort et qui relève du code civil ou pénal.

Le 30 octobre 2005,